

NOTE A L'ATTENTION DE LIONEL JOSPIN, PREMIER SECRÉTAIRE
ET DE PIERRE GUIDONI, SECRÉTAIRE NATIONAL AUX RELATIONS
INTERNATIONALES

Conseil de l'IS à Rome

Éléments de réflexion sur la situation dans la région des Grands Lacs

Le conflit du Kivu dans le Nord-Est du Zaïre, qui a pris une forme aiguë et s'est internationalisé à partir de septembre 1996, trouve ses origines dans une décision des autorités zaïroises, appliquée lors de la conférence nationale dès 1991, de retirer la nationalité zaïroise aux kinyarwandophones (hutu et tutsi) dont certains étaient installés au Zaïre depuis deux siècles. Cette décision a entraîné des affrontements dès 1993 dans le Nord-Kivu faisant des milliers de morts parmi les kinyarwandais déçus de leur nationalité. Au premier trimestre de 1996, le Parlement de transition a confirmé que les kinyarwandophones étaient des étrangers et que leurs biens devaient être confisqués et devenaient propriété de l'Etat. Les exactions dont ont été en particulier victimes, sur cette base, les banyamulengés (populations d'origine tutsi) du Sud-Kivu, ont précipité le déclenchement de ce que l'on a appelé la guerre du Kivu sur laquelle se sont articulées les interventions des pays de la sous-région (Rwanda, Burundi, Ouganda) guidés par leur propre stratégie nationale.

La guerre du Kivu et le retour massif dans leur pays d'origine des réfugiés rwandais du Zaïre -puis de Tanzanie dans les semaines qui ont suivi-, celui des réfugiés burundais, ont créé une situation totalement nouvelle dans la région qui peut ainsi se résumer au niveau de chaque pays.

Le Rwanda, sans faire la moindre concession politique, a atteint deux de ses objectifs principaux :

. la sécurisation de sa frontière ouest où les ex Forces armées rwandaises et les milices hutu -qui encadraient jusqu'alors les camps de réfugiés- constituaient une menace pour la stabilité du régime Kagamé;

. le retour de la majorité des réfugiés que les autorités rwandaises souhaitaient au fond mais n'avaient pas trouvé les moyens politiques de le voir se réaliser.

Le Burundi, grâce à la guerre du Kivu, a considérablement affaibli son opposition armée hutu regroupée dans le CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie) de Léonard Nyangoma. C'était l'objectif essentiel du chef de l'Etat putschiste, le major Pierre Buyoya, qui avait réussi à réduire par son coup d'Etat l'opposition politique du FRODEBU (Front pour la démocratie au Burundi). Il faut souligner que depuis le 25 juillet 1996, le chef de l'Etat légitime du Burundi, Sylvestre Ntibantunganya, est de fait prisonnier dans l'ambassade des Etats-Unis à Bujumbura. Le putsch de juillet 1996 a été la conclusion d'un coup d'Etat rampant initié en octobre 1993 par l'armée, contrôlée par les tutsi, après l'assassinat du président Ndadayé d'origine hutu, élu en juin 1993 avec 65% des suffrages contre 35% au major Buyoya. Au Parlement, le FRODEBU avait obtenu 80% des sièges.

L'Ouganda de Yowéri Museweni, bien que devant faire front à des guérillas appuyées par le Soudan, a affirmé, à travers les tragédies successives du Burundi, du Rwanda et du Zaïre, son ambition de puissance sous-régionale stable et modérée. L'Ouganda a ainsi réussi à convaincre le Rwanda de s'associer aux mesures de rétorsion des pays de la sous-région à l'encontre du régime putschiste burundais.

Le Zaïre, menacé de démembrement et dont le chef de l'Etat, le maréchal Mobutu est très malade, doit faire face à plusieurs problèmes :

- . résoudre le conflit du Kivu où l'armée rebelle de Laurent Kabila occupe solidement le terrain et représente aux yeux de la population locale un élément de stabilité face à l'armée zaïroise (une offre de négociation à Goma a été lancée le 17 janvier par Kabila);

- . régler le problème des réfugiés rwandais qui restent en territoire zaïrois et qui constituent le noyau dur hutu qui n'entend plus revenir au Rwanda;

- . établir les règles acceptées par l'ensemble des forces politiques pour aller vers les consultations démocratiques prévues en 1997.

Quelques conclusions :

- * L'illégitimité du régime burundais du major Buyoya est patente. Les pays de la sous-région, conduits par la Tanzanie, à travers plusieurs sommets, ont poursuivi leur action pour isoler ce régime alors que le reste de la communauté internationale, en particulier les puissances occidentales, accepte cette situation.

L'Internationale socialiste devrait conduire une mission au Burundi avec pour objectifs :

de clarifier la situation du président légitime Sylvestre Ntibantunganya, retenu depuis six mois à l'Ambassade des Etats-Unis à Bujumbura;

d'établir des relations avec le Frodebu et des forces politiques modérées de façon à favoriser de larges négociations qui ne doivent en aucun cas être réduites aux seules forces extrémistes du régime en place et du CNDD de Léonard Nyangoma.

* Aujourd'hui, le principe de l'intangibilité des frontières, auquel il convient de rester attaché, n'est pas la question la plus brûlante. C'est la question de la nationalité, de la citoyenneté retirée arbitrairement à de nombreux zaïrois qui doit être résolue. Tous les Zaïrois doivent récupérer leurs droits de citoyen pour retrouver un climat apaisé.

* En outre, en ce qui concerne le Zaïre, l'Internationale socialiste pourrait susciter une rencontre entre formations politiques et membres de la société civile zaïroise pour une mise à plat de la situation et avec l'objectif de faciliter l'établissement de conditions acceptables pour des élections selon le calendrier prévu.

* Pour ce qui est de la question des réfugiés, il faudrait tirer les leçons d'un passé récent et douloureux. Les interventions internationales dites humanitaires ne doivent pas être la couverture de stratégie politique. L'opposition armée rwandaise (ex FAR et milices hutu) a utilisé les camps de réfugiés comme base logistique, avec l'accord des autorités zaïroises et la complicité tacite ou inconsciente d'organisations humanitaires. Toute action à venir en ce sens devrait poser le problème du désarmement des forces opérant au Nord-est du Zaïre et leur séparation du reste des réfugiés.

* Le respect des droits des populations qui ont regagné leur pays d'origine doit être assuré ainsi que l'exécution d'une justice équitable au Rwanda. Ces objectifs sont d'autant plus prioritaires que les autorités de Kigali se sont engagées dans une dérive sectaire en 1995 notamment reflétée par la mise à l'écart du Premier ministre Faustin Twagiramungu.

La nouvelle situation qui prévaut au Rwanda avec le retour des réfugiés et la sécurisation de la frontière occidentale ouvre la voie à l'établissement d'un agenda politique discuté par l'ensemble des formations du pays.

L'Internationale socialiste devrait faire le point de façon urgente avec le gouvernement rwandais, auquel participe le Parti social-démocrate (PSD) qui s'est associé à plusieurs reprises aux travaux de l'IS, pour contribuer à réaliser les objectifs

cités plus haut. L'IS pourrait aussi oeuvrer à la reprise du dialogue entre Kigali et les éléments regroupés autour de l'ancien Premier ministre F. Twagiramungu et l'ancien ministre de l'Intérieur Set Sendashonga.

* Au niveau de l'Ouganda il conviendrait de suivre avec attention les conséquences de la politique de fuite en avant du régime islamique soudanais, particulièrement dommageables pour le seul pôle de stabilité dans la sous-région. La reconnaissance formelle du pluralisme politique en Ouganda reste une priorité.

L'ensemble de ces conclusions sont inspirés par deux grands principes de l'Internationale socialiste, valables sur tous les continents, à savoir le respect des droits démocratiques des citoyens et l'exigence de consultations démocratiques pour désigner les responsables de la marche des Etats.

Guy LABERTIT, délégué national à l'Afrique.